

La Banque Scotia enregistre de solides gains au deuxième trimestre

Chiffres clés du deuxième trimestre

- Par rapport à la même période il y a un an :
 - Revenu net de 596 millions de dollars, comparativement à 598 millions de dollars
 - Bénéfice par action (dilué) de 1,12 \$, contre 1,11 \$
 - Rendement des capitaux propres de 17,2 %, par rapport à 18,3 %
 - Coefficient du capital de catégorie 1 de 10,3 %, comparativement à 9,9 %
- Hausse de 4 cents du dividende trimestriel à 44 cents par action ordinaire

Toronto, le 27 mai 2003 – La Banque Scotia a enregistré de solides gains au cours du deuxième trimestre de 2003 avec un revenu net de 596 millions de dollars. Le bénéfice par action (dilué) a marqué un record en s'établissant à 1,12 \$, une hausse par rapport à 1,11 \$ au deuxième trimestre de 2002. Le rendement des capitaux propres affiche un solide 17,2 %.

« Nos résultats du deuxième trimestre démontrent encore une fois notre capacité soutenue à générer de solides gains au sein de nos principaux secteurs d'activité. De même, nos coefficients de capital, les meilleurs de l'industrie, nous donnent la souplesse nécessaire pour rechercher les occasions de croissance à long terme, comme l'acquisition, ce trimestre, d'une participation supplémentaire de 36 % dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat au Mexique, a déclaré Peter Godsoe, président du conseil et chef de la direction.

« La provision pour créances irrécouvrables a régressé d'une année sur l'autre et par rapport au dernier trimestre. C'est avec un optimisme empreint de prudence que nous croyons avoir franchi le cap de la pire période du cycle du crédit, et ce, malgré le vent d'incertitude économique qui continue de souffler. Néanmoins, nous maintenons la gestion circonspecte de notre portefeuille de crédit.

« Nous demeurons totalement attachés au maintien de notre position de chef de file en matière de service à la clientèle, ce qui représente toujours pour nous un avantage concurrentiel. »

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, le revenu net a été de 1 191 millions de dollars, comparativement à 650 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾ en 2002, le revenu net s'est établi à 1 190 millions de dollars pour la même période il y a un an. Le bénéfice par action (dilué) a été de 2,23 \$, compara-

tivement à 1,16 \$ (2,21 \$ si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾), et le rendement des capitaux propres s'est fixé à 16,9 %, par rapport à 9,4 % (17,5 % si l'on exclut les charges liées à l'Argentine⁽¹⁾).

Résultats par rapport à nos objectifs pour 2003 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) de 15 % à 18 %. Au deuxième trimestre, la Banque Scotia a affiché un RCP de 17,2 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 5 % à 10 % par an (si l'on exclut les charges liées à l'Argentine en 2002⁽¹⁾). Au deuxième trimestre, la croissance d'une année sur l'autre a été de 1 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. Au deuxième trimestre, le ratio de productivité de la Banque Scotia a été de 55,6 %, l'un des meilleurs du secteur financier.
4. OBJECTIF : Maintenir le coefficient du capital de catégorie 1 à plus de 8 %. À 10,3 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia est demeuré parmi les plus élevés des banques canadiennes et il est demeuré fort selon les normes internationales.

(1) Pour le détail des charges liées à l'Argentine, prière de consulter le tableau 24 (page 74) et la note 23 (page 110) du Rapport annuel 2002 de la Banque Scotia.

Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique des analystes de la Banque. Voir renseignements à la page 19.

Données financières

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>(Non vérifié)</i>					
					Tel que déclaré
					Charges pour l'Argentine exclues ⁽¹⁾
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net (BMEF ⁽²⁾)	1 603	1 611	1 712	3 214	3 508
Revenu total (BMEF ⁽²⁾)	2 568	2 645	2 770	5 213	5 435
Provision pour créances irrécouvrables	248	325	350	573	1 200
Frais autres que d'intérêts	1 429	1 355	1 505	2 784	3 017
Revenu net	596	595	598	1 191	650
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	572	568	571	1 140	596
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	1,14	1,12	1,13	2,26	1,18
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	1,12	1,11	1,11	2,23	1,16
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	17,2	16,6	18,3	16,9	9,4
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ⁽²⁾)	55,6	51,2	54,3	53,4	55,5
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ⁽²⁾)	2,25	2,17	2,34	2,21	2,37
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Prêts et acceptations	189 182	188 043	191 407		
Total de l'actif	291 700	289 588	297 137		
Dépôts	189 218	192 658	195 350		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	13 603	13 655	13 028		
Biens sous administration	146 425	151 537	158 022		
Biens sous gestion	17 331	18 206	21 213		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,3	10,0	9,9		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	12,7	12,8	13,4		
Coefficient du capital-actions ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ⁽³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,4	8,5	8,0		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	159 106	163 231	164 538		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux après provision générale <i>(en millions de dollars)</i>	378	559	515		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 475	1 475	1 475		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,53	0,67	0,74	0,60	1,27
Données sur les actions ordinaires					
Par action <i>(en dollars)</i>					
Haut	55,79	54,75	55,88	55,79	55,88
Bas	49,67	44,55	45,20	44,55	44,05
Clôture	55,79	50,70	53,95		
Actions en circulation <i>(en milliers)</i>					
Moyenne (de base)	503 494	504 503	504 338	504 007	504 322
Moyenne (diluée)	511 252	512 251	513 342	511 760	513 280
Fin de la période	503 968	503 666	505 267		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,40	0,40	0,37	0,80	0,71
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,0	3,2	2,9	3,2	2,8
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	28 116	25 536	27 259		
Valeur comptable par action <i>(en dollars)</i>	26,99	27,11	25,78		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,1	1,9	2,1		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	12,6	11,4	16,3		
Autres données					
Employés	43 772	44 500	46 974		
Succursales et bureaux	1 846	1 848	1 951		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'exercice en cours.

1) Les résultats de la Banque Scotia pour l'exercice 2002 incluaient des charges de 540 millions de dollars (après impôts) afférentes à l'Argentine. Ces charges sont discutées en détail au tableau 24 (page 74) et à la note 23 (page 110) du Rapport annuel 2002 de la Banque Scotia. Pour la présentation de ces résultats de 2002, la direction estime que l'analyse de la performance de la Banque est améliorée si l'on exclut ces charges en raison de leur ampleur et de leur nature. Cette approche identifie les revenus sous-jacents et permet de comparer avec plus de pertinence les résultats d'un exercice à l'autre et d'un trimestre à l'autre. Les revenus ont été ajustés par rapport à la manière de les présenter suivant les principes comptables généralement reconnus et peuvent de ce fait ne pas être comparables aux mesures des résultats sous-jacents utilisés par d'autres sociétés.

2) Voir les détails de la base de mise en équivalence fiscale (BMEF) à la page 10, notes 1 et 4.

3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaires des filiales moins l'écart d'acquisition et les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque.

Analyse et commentaires de la direction

Examen des résultats d'exploitation

Revenu total

Le revenu total de la Banque (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 2,6 milliards de dollars pour ce trimestre, comparativement à 2,8 milliards de dollars pour la même période l'an passé et à 2,6 milliards de dollars pour le trimestre précédent. Cette régression d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la baisse des gains réalisés sur des titres de placement, au rétrécissement des écarts de taux dans les activités de financement en devises, à l'effet de l'appréciation du dollar canadien sur les revenus libellés en monnaies étrangères ainsi qu'à l'incidence de la vente, l'an passé, de Scotiabank Quilmes et des activités de la Banque dans le secteur des services aux commerçants.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est inscrit à 1 603 millions de dollars, soit une diminution de 109 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2002, mais de seulement 8 millions de dollars par rapport au trimestre dernier bien que le deuxième trimestre ait compté trois jours de moins.

Le revenu d'intérêts en monnaie canadienne a augmenté de 48 millions de dollars par rapport à l'an passé, ce qui représente une croissance de 9 % en moyenne pour les éléments d'actif productifs et une solide progression des dépôts de base en dollars canadiens, mais ce gain a été partiellement neutralisé par une diminution des marges sur intérêts au Canada.

Le revenu d'intérêts en devises a totalisé 701 millions de dollars, soit une baisse de 157 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an passé. Cette diminution est principalement attribuable au rétrécissement des écarts de taux dans les activités de financement et à l'appréciation du dollar canadien. Il faut cependant noter que les résultats de l'an passé intégraient nos activités en Argentine, lesquelles ont été vendues au quatrième trimestre de 2002.

La marge nette sur intérêts par rapport à l'actif total moyen de la Banque s'est établie à 2,25 % au deuxième trimestre, en baisse

par rapport à 2,34 % pour la période correspondante l'an dernier, mais en hausse par rapport à la marge de 2,17 % inscrite pour le trimestre dernier.

Autres revenus

Les autres revenus de ce trimestre se chiffrent à 965 millions de dollars, comparativement à 1 058 millions de dollars pour le même trimestre l'an passé.

Parmi les facteurs ayant contribué à cette diminution des revenus d'une année sur l'autre, il y a la vente l'année dernière de Scotiabank Quilmes et des activités de la Banque dans le secteur des services aux commerçants. En outre, les gains sur la vente de titres ont été inférieurs à ceux exceptionnellement élevés qui avaient été enregistrés l'an passé, tandis que les revenus tirés du courtage de détail ont connu un fléchissement du même ordre que le marché en général. Une augmentation des revenus provenant des services de banque d'investissement et des commissions de crédit a en partie contrebalancé ces résultats.

Par rapport au trimestre dernier, les autres revenus ont diminué de 69 millions de dollars pendant que les revenus tirés des services de banque d'investissement revenaient à la normale après avoir atteint un niveau record au premier trimestre. Les reculs constatés pour d'autres catégories de revenus ont été largement compensés par des gains sur titres.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts totalisent 1 429 millions de dollars ce trimestre, une réduction de 76 millions de dollars par rapport à la même période il y a un an.

Une offre réelle, faite aux créanciers admissibles de Scotiabank Quilmes, s'est traduite par l'inscription ce trimestre d'une charge de 31 millions de dollars au poste des frais. Si, des résultats du même trimestre de l'an dernier, on excluait tous les frais découlant de la vente de Scotiabank Quilmes et des activités de la Banque dans le secteur des services aux commerçants, les frais auraient diminué de 5 %, spécialement en raison d'une réduction de la rémunération à base d'actions et liée au rendement. En

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde, les variations des taux d'intérêt et des cours du change, les liquidités, les modifications apportées à la réglementation au Canada et ailleurs, les changements technologiques, la consolidation du secteur des services financiers au Canada, la concurrence, de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certaines grandes entreprises, industries ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, industries ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, la situation financière et les liquidités de la Banque. Ces facteurs, et d'autres encore, pourraient faire en sorte que le rendement réel de la Banque diffère sensiblement du rendement prévu dans les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants reproduite ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

outre, il y a eu dans plusieurs autres catégories de frais de légères diminutions, s'expliquant notamment par l'effet favorable de la conversion des comptes libellés en monnaies étrangères.

Par rapport au trimestre précédent, les frais d'exploitation ont augmenté de 74 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable au remboursement des créanciers de Scotiabank Quilmes et à une progression, consécutive à la hausse du cours des actions de la Banque, de la rémunération à base d'actions.

Le ratio de productivité – qui mesure l'efficacité de la Banque pour générer des revenus – est toujours très bon, puisqu'il s'établit à 55,6 %.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque pour le trimestre a été de 19,2 %, ce qui est inférieur aux taux en vigueur pendant les trimestres précédents, en raison du revenu de dividendes exonéré d'impôt réalisé ce trimestre et de l'augmentation des gains provenant des filiales internationales dans des pays où le taux d'imposition réel est moins élevé.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales a été de 70 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente une hausse de 28 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier, mais qui est conforme au dernier trimestre. La variation d'une année sur l'autre est principalement attribuable à l'émission, le 30 avril 2002 et le 13 février 2003, de titres fiduciaires de la Banque Scotia (Scotia BaTS II) et aux revenus plus élevés générés par Scotiabank Inverlat.

Gestion du risque

Les principales pratiques et politiques de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 59 à 66 du Rapport annuel 2002.

Risque lié au crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 248 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 350 millions de dollars au même trimestre l'an dernier, et à 325 millions de dollars au trimestre précédent. Compte non tenu de la reprise sur provision liée à des prêts outre-frontières en Argentine, la provision pour créances irrécouvrables a été de 275 millions de dollars ce trimestre.

La qualité du portefeuille des prêts aux particuliers au Canada a continué d'être excellente, la provision pour créances irrécouvrables à ce titre ayant été fixée à un niveau similaire à celui du premier trimestre. La provision en ce qui a trait au portefeuille des prêts aux entreprises au Canada est aussi demeurée stable.

La qualité du crédit du portefeuille international de la Banque (exception faite de l'Argentine) correspond également à celle qui avait cours au trimestre précédent. De plus, une reprise de provision de 27 millions de dollars liée à des prêts outre-frontières en Argentine a été effectuée ce trimestre, à la suite de la cession de ces prêts ou de leur déclassement.

La provision pour créances irrécouvrables de Scotia Capitaux est passée de 224 millions de dollars au trimestre précédent à

171 millions de dollars au deuxième trimestre, ce qui est le résultat d'une amélioration du portefeuille américain, contrebalancée en partie par une hausse de la provision au Canada relativement au transport aérien. À notre avis, le secteur des télécommunications et de la câblodistribution s'est stabilisé. En ce qui a trait au secteur de l'électricité et de l'énergie, d'autres restructurations de dettes ont été menées à terme ce trimestre. Cependant, certaines restructurations sont toujours en cours d'élaboration. D'une manière générale, nous poursuivons la gestion proactive du portefeuille de crédit de Scotia Capitaux.

Compte tenu de ces développements et sous l'impulsion des améliorations qu'a connues Scotia Capitaux, le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (spécifique et générale), a baissé de 181 millions de dollars par rapport au premier trimestre pour s'établir à 378 millions de dollars au 30 avril 2003.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une des principales mesures des risques liés aux activités de la Banque sur les marchés. Ce trimestre, la VAR moyenne sur un jour s'est chiffrée à 8,6 millions de dollars, une baisse par rapport à 9,6 millions de dollars au premier trimestre. Cette réduction est imputable à une position moins importante en ce qui a trait aux devises et aux actions.

Ce trimestre, le revenu quotidien moyen de négociation s'est inscrit à 3,3 millions de dollars, en légère baisse par rapport à 3,6 millions de dollars au premier trimestre. Le revenu de négociation a été positif plus de 96 % du temps au cours du deuxième trimestre, comparativement à 95 % du temps au premier trimestre, et pas une seule fois la perte d'une journée n'a dépassé la VAR de un jour.

Risque de liquidité

Le processus de gestion des liquidités a pour but de placer la Banque dans une position lui permettant d'honorer tous ses engagements financiers en temps opportun et au moindre coût, à mesure que ceux-ci arrivent à échéance. Au 30 avril 2003, les actifs liquides totalisaient 68 milliards de dollars, restant stables à un niveau représentant 23 % de l'actif total.

La Banque engage des actifs dans le cadre de certaines activités, le plus souvent aux fins de rachat de titres ou pour des opérations d'emprunt. Le total de ces actifs s'est établi à 51 milliards de dollars au 30 avril 2003, comparativement à 42 milliards de dollars au 31 janvier 2003.

Bilan

Au 30 avril 2003, l'actif total s'établissait à 292 milliards de dollars, en baisse de 5 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, mais en hausse de 2 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre. La diminution d'une année sur l'autre est principalement attribuable au raffermissement du dollar canadien, qui s'est apprécié de 9 % par rapport au dollar US, ainsi qu'aux titrisations et à la vente des activités de Scotiabank Quilmes. Compte non tenu de ces facteurs, l'actif sous-jacent s'est accru de 10 milliards de dollars d'une année sur l'autre, grâce au crédit aux particuliers au Canada qui a enregistré une

croissance nette de 4 milliards de dollars dans les soldes hypothécaires et de 3 milliards de dollars dans les prêts personnels.

Compte tenu de la vente des activités de Scotiabank Quilmes et de l'appréciation du dollar canadien, le passif a augmenté d'une année sur l'autre en raison principalement de la croissance des dépôts de base des clients au Canada et de l'augmentation des besoins de financement visant à soutenir la croissance de l'actif de la Banque. Les soldes moyens du très en demande Maître Compte de la Banque ont presque quadruplé au cours de la période et les soldes moyens des comptes courants se sont accrus de 8 %.

Le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de titres de placement de la Banque s'est accru sensiblement au cours du deuxième trimestre pour atteindre 418 millions de dollars au 30 avril 2003. L'amélioration de 174 millions de dollars par rapport au dernier trimestre est largement attribuable à une hausse de la valeur des portefeuilles de marchés émergents et des portefeuilles de participations de la Banque stimulée par une meilleure conjoncture du marché.

Capital

Les ratios de capital de la Banque sont demeurés très fermes malgré l'augmentation de 36 % de sa participation dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat le 30 avril 2003.

Le capital de catégorie 1 s'établissait à 10,3 % à la fin du trimestre, ce qui représente une amélioration de 40 points de base par rapport au dernier exercice et de 30 points de base par rapport au dernier trimestre. Le capital de catégorie 1 a progressé modestement à 16,4 milliards de dollars au 30 avril 2003 en raison de plusieurs facteurs :

- Une émission de Scotia BaTS II d'une valeur de 750 millions de dollars a été effectuée en février, suivie par le rachat d'actions privilégiées de la série 9 d'une valeur de 250 millions de dollars, lequel a été partiellement contrebalancé par,
- Une réduction des bénéfices non répartis de 92 millions de dollars, malgré un bénéfice net trimestriel après dividende de 381 millions de dollars. Ce repli découle principalement d'une perte de change non réalisée de 399 millions de dollars attribuable à l'effet de l'appréciation du dollar canadien sur les placements nets dans les filiales étrangères; et
- Une diminution de 465 millions de dollars a été enregistrée en raison principalement d'une réduction dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, à la suite d'une augmentation de la participation de 36 % dans Inverlat.

Le capital-actions ordinaire de la Banque est demeuré solide à 8,4 %, ce qui représente 40 points de base de plus qu'il y a un an, en raison de la croissance continue du capital-actions ordinaire, conjuguée à une diminution dans les actifs à risques pondérés de 5,4 milliards de dollars. Un modeste recul d'un trimestre sur l'autre dans ce ratio était largement dû à l'augmentation de la participation de 36 % dans Inverlat.

Dividendes

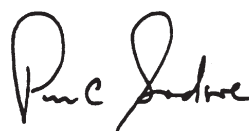
Lors d'une réunion tenue le 27 mai 2003, les membres du conseil d'administration ont approuvé une augmentation du dividende trimestriel de 4 cents à 44 cents par action ordinaire. Ce dividende est payable le 29 juillet 2003 aux porteurs d'actions inscrits au 2 juillet 2003. La Banque conserve ainsi son impressionnant record d'augmentations annuelles du dividende depuis plus de dix ans, ce qui fait que son dividende par action ordinaire a enregistré une hausse de 19 % par rapport à l'an dernier. De même, la fourchette de paiement des dividendes a progressé à 35-45 % du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires.

Perspectives économiques

La conjoncture est demeurée relativement favorable au Canada, mais elle l'a été beaucoup moins aux États-Unis et elle a été plus faible dans nombre des principaux marchés de la Banque. La reprise de l'économie mondiale qui semblait s'annoncer l'an dernier ne s'est pas matérialisée en 2003 en raison de l'incertitude géopolitique qui perdure, exacerbée par l'impact du conflit au Moyen-Orient et les répercussions économiques du SRAS. Nous observons également d'importantes perturbations dans les mouvements de taux de change, notamment le fléchissement marqué du dollar US ainsi que la volatilité persistante des marchés financiers internationaux. Dans ce contexte, le Canada aussi bien que les États-Unis ont perdu de leur élan. L'économie canadienne, en particulier, devra s'ajuster aux fluctuations des taux de change.

Nous nous attendons à ce que la croissance économique mondiale demeure ténue au cours de la prochaine année. Les taux d'intérêt et d'inflation devraient demeurer très bas selon les normes empiriques.

Malgré cette conjoncture difficile, la Banque prévoit atteindre la plupart des objectifs de rendement qu'elle s'est fixés pour l'exercice.



Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction

Résultats par secteur d'activité

Opérations canadiennes

Les Opérations canadiennes, incluant les activités de Gestion de patrimoine, affichent un revenu net de 264 millions de dollars pour le deuxième trimestre, soit une hausse de 4 % par rapport à l'an dernier. Ce montant représente 44 % du revenu net total enregistré par la Banque au cours du trimestre. Comparativement au trimestre précédent, les bénéfices ont fléchi de 10 %, recul principalement attribuable aux trois jours en moins que compte le deuxième trimestre et aux dépenses un peu plus fortes.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 33 millions de dollars par rapport à l'an dernier, notamment grâce à l'augmentation considérable des actifs de la clientèle privée, lesquels sont tirés principalement des prêts hypothécaires résidentiels et du crédit renouvelable personnel de même que des prêts aux entreprises plus élevés. De plus, la croissance des dépôts de base s'est poursuivie, surtout en raison du succès remporté par le Maître Compte, mais celle-ci a été partiellement contrebalancée par la diminution des marges.

Les autres revenus ont chuté de 29 millions de dollars (ou de 8 %) d'une année sur l'autre, notamment en raison de la vente, l'an dernier, des activités de traitement des opérations par carte, qui représente à elle seule près de la moitié de cette baisse. Un repli conforme aux tendances boursières a également été constaté au chapitre des commissions de courtage au détail, constat qui témoigne d'un marché boursier tournant encore au ralenti. Toutefois, ces reculs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des commissions liées aux opérations et aux services bancaires électroniques.

Quant à la qualité du crédit, elle est demeurée élevée pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et stable pour les prêts aux entreprises.

Les coûts d'exploitation ont de nouveau été bien maîtrisés, une hausse inférieure à 1 % ayant été enregistrée par rapport au même trimestre l'an dernier. Même à la suite du rajustement découlant de la vente des activités de traitement des opérations par carte, la hausse des coûts n'a atteint que 2 %.

Autres faits saillants du trimestre :

- Trois produits hypothécaires novateurs ont été lancés récemment afin de répondre à l'évolution des besoins de la clientèle en cette matière :
 - le Prêt hypothécaire *avec mise de fonds-cadeau*, un produit exclusif à la Banque Scotia offert pour une durée limitée. Avec ce produit, la Banque fournit une mise de fonds équivalant à 5 % de la valeur de la propriété et permet ainsi aux acheteurs d'accéder plus rapidement au marché de l'habitation avec un prêt hypothécaire assuré;
 - le Prêt hypothécaire *à juste taux*, un prêt hypothécaire d'une durée de cinq ans dont le taux est rétabli tous les six mois au taux de base moins 0,50 %. Il peut être converti sans pénalité en un prêt d'une durée au moins équivalente à la durée restante. Ce produit se caractérise par sa souplesse ainsi que par ses taux et versements peu élevés;
 - le Prêt hypothécaire *pour travailleurs autonomes*, qui permet aux travailleurs autonomes et aux représentants à la commission d'effectuer un versement initial de seulement 15 %, facilitant ainsi l'obtention de financement hypothécaire.
- La Banque Scotia a lancé son Maître Compte *pour entreprise*.

Ce compte d'épargne destiné aux petites entreprises du Canada est assorti d'un taux d'intérêt élevé et les fonds qu'il contient sont accessibles de jour comme de nuit. Ce nouveau compte tire profit du Service Scotia1 *pour entreprise*, le principal programme bancaire pour petites entreprises de la Banque Scotia, qui fournit aux propriétaires de petite entreprise des solutions claires touchant les deux composantes de leur bilan.

- Dans le cadre de nos activités visant à élaborer des solutions financières globales, nous avons mis sur pied un nouveau programme de mise en contact à l'intention de notre clientèle commerciale conjointement avec Argosy Bridge Management Inc., laquelle fournit du financement provisoire spécial à court terme qui s'intercale entre les créances prioritaires et les créances subordonnées.
- La Banque Scotia fait encore figure de chef de file dans le secteur du financement automobile. Ainsi dans notre secteur des prêts indirects aux particuliers, plus de 40 % de toutes les demandes de prêt reçues en mars 2003 ont été transmises par le truchement d'Internet, en hausse notable comparativement au taux de 10 % enregistré en octobre 2002. Nos capacités en matière de réception automatisée des demandes, qui ont entraîné une réduction des coûts et des délais de traitement, sont parmi les meilleures en Amérique du Nord.
- La Banque Scotia continue d'offrir un service hors pair dans ses centres d'appels consacrés aux fonds communs de placement. Notre centre d'appels en langue française s'est classé 2^e et notre centre d'appels en langue anglaise 4^e au Canada dans un récent classement de Dalbar sur la qualité du service.
- Les programmes de consultation à honoraires et à commissions de ScotiaMcLeod – Partenaire*plus* et *i:PARTENAIRE* – se sont classés premiers au chapitre de la croissance parmi les grandes maisons de courtage dans une récente étude de *Investor Economics* pour l'année se terminant le 31 décembre 2002. Ainsi, le taux de croissance annuelle combiné de ces deux programmes s'est élevé à 29 %, soit plus du triple de la moyenne de l'industrie.
- ScotiaMcLeod a lancé un nouveau Centre de formation pour investisseurs en ligne qui met à la disposition des investisseurs les outils et les ressources leur permettant de parfaire leurs connaissances des placements. Il est principalement composé du Centre de formation de l'Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM). Ce centre propose de concert avec l'ICVM un ensemble de six modules d'apprentissage abordant une vingtaine de sujets liés aux placements. Ce site est accessible dans Scotia en direct.

Scotia Capitaux

Le revenu réalisé par Scotia Capitaux au deuxième trimestre se chiffre à 169 millions de dollars, soit une hausse appréciable de 49 millions de dollars par rapport à il y a un an, et une hausse de 31 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. Ces deux tendances positives sont attribuables à la réduction des pertes pour créances irrécouvrables dans le secteur des prêts aux grandes entreprises aux États-Unis.

Le revenu total a diminué de 11 % par rapport à l'exercice précédent principalement en raison du rétrécissement des marges de financement à la suite de l'arrivée à échéance de positions de financement favorables à la fin de l'an dernier et des effets de

l'appréciation du dollar canadien. Les revenus tirés des produits dérivés, des émissions de titres de créances et de valeurs mobilières, et des opérations de change sont demeurés solides.

La qualité du crédit s'est améliorée au cours du trimestre, les provisions pour créances irrécouvrables ayant subi une baisse importante de 98 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 53 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Une réduction de 181 millions de dollars ou de 13 % de l'encours des prêts douteux accompagnait cette baisse. Le secteur de la câblodistribution et de la télécommunication s'est stabilisé. De plus, de nombreuses restructurations de capital importantes ont été complétées avec succès dans le secteur de l'électricité et de l'énergie au cours du trimestre. La gestion du risque de crédit est encore jugée comme une priorité absolue au sein de la division.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué par rapport à l'an dernier, principalement en raison du niveau inférieur de la rémunération liée au rendement. Cependant, les frais d'exploitation ont augmenté de 9 % comparativement au trimestre précédent, cette hausse étant encore une fois principalement attribuable à la rémunération liée au rendement.

Autres faits saillants :

- Selon le classement annuel des marchandises publié par la revue *Risk* pour 2003, ScotiaMocatta occupe la deuxième place mondiale en ce qui a trait à l'or et l'argent.
- Nous avons décroché le rôle de co-chef de file du financement de 1,6 milliard de dollars US pour l'acquisition par emprunt de la Dole Food Company, Inc. Des facilités de crédit de premier rang de l'ordre de 1,125 milliard de dollars US et une émission d'obligations à rendement élevé de 475 millions de dollars US faisaient partie de la transaction.
- Nous avons joué un rôle clé dans l'acquisition par emprunt de la division des pièces automobiles de TRW Inc. par la société Blackstone Group. Nous avons agi en tant que mandataire administratif principal à l'égard des facilités de crédit de premier rang de l'ordre de 2 milliards de dollars US et avons participé à l'émission d'obligations à rendement élevé de 1,54 milliard de dollars US. Dans le cadre de cette acquisition, Scotia Capitaux a également pris part à la titrisation de créances de 600 millions de dollars US.
- Nous avons participé à la prise ferme de titres de créances de premier rang totalisant 3 milliards de dollars US et à la prise ferme d'autres émissions de titres, y compris 100 millions de dollars US en valeurs mobilières, 345 millions de dollars US en actions privilégiées convertibles et 450 millions de dollars US en obligations à rendement élevé, pour Allied Waste, soit la deuxième plus importante société de gestion des déchets aux États-Unis.
- Scotia Capitaux a été co-chef de file de l'émission de parts de fiducie de revenu totalisant 154 millions de dollars pour PrimeWest Energy Trust, et ce, seulement 11 semaines après avoir procédé avec succès à une émission de 110 millions de dollars.

Opérations internationales

Les Opérations internationales ont enregistré un revenu net de 171 millions de dollars ce trimestre, soit une hausse de 21 millions de dollars (ou de 14 %) par rapport à il y a un an et de 4 millions de dollars (ou de 2 %) par rapport au trimestre dernier.

L'Amérique latine, qui enregistre une croissance substantielle des revenus nets tant par rapport au trimestre dernier que par rapport à il y a un an, est le secteur qui a le plus progressé. Les revenus générés dans cette région du monde ont été dopés par les gains réalisés ce trimestre sur la vente de titres des marchés émergents. La cession des activités de Scotiabank Quilmes, comptabilisée dans les résultats de l'exercice précédent, a toutefois entamé ces gains. On constate une amélioration des résultats d'Inverlat d'une année sur l'autre qui est attribuable à une hausse substantielle des dépôts de base et des prêts aux particuliers et aux entreprises.

Une offre faite aux créanciers admissibles de Scotiabank Quilmes nous a fait imputer une charge de 31 millions de dollars au poste des frais autres que d'intérêts. Notons aussi que des provisions de 27 millions de dollars visant des prêts outre-frontières en Argentine ont été radiées ce trimestre, les prêts en question ayant été cédés ou reclassés.

Les bénéficiaires de la Banque dans les Antilles sont en retrait de 20 % par rapport à il y a un an et de 12 % par rapport au trimestre dernier, ce qui s'explique par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et la plupart des devises des Antilles, ainsi que par des pertes sur prêts plus élevées. Le rendement des capitaux propres est cependant resté robuste dans toute la région.

En Asie, les résultats sont demeurés stables par rapport à il y a un an, mais ne sont pas aussi bons que ceux du trimestre précédent, qui avaient été particulièrement excellents.

Autres faits saillants du trimestre :

- Le 30 avril, nous avons accru notre participation dans notre filiale mexicaine, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat : l'acquisition, pour 465 millions de dollars, des intérêts minoritaires de 36 % du gouvernement mexicain nous a permis de porter notre participation à 91 %. Nous avons par ailleurs fait une offre aux anciens actionnaires en vue d'acquiescer les 9 % d'intérêts minoritaires restants.
- Nous avons continué de développer notre réseau de distribution dans les Antilles en installant 19 nouveaux GAB durant le trimestre; le nombre total de GAB dans cette région du monde atteint maintenant 388. Nous avons finalisé une entente avec Texaco en vue d'équiper leurs stations d'essence et dépanneurs dans les îles des Bahamas de guichets automatiques bancaires. L'établissement d'alliances porteuses avec des partenaires offrant un potentiel aussi élevé est un élément clé de notre programme d'implantation de GAB à l'extérieur de notre réseau.
- Nous avons signé une entente de sept ans avec First Data Corp. (un chef de file mondial du commerce électronique et des services de paiement) pour la prise en charge de nos activités de traitement des opérations par carte de crédit dans 19 pays situés dans les Antilles et en Amérique centrale. Le regroupement des services offerts dans ces pays permet d'avoir accès à la technologie la plus moderne, d'accroître l'efficacité opérationnelle et de fournir à nos clients des produits plus avantageux et dotés de caractéristiques plus intéressantes. First Data fournit aussi de tels services à notre filiale mexicaine, Scotiabank Inverlat, depuis 1994. Soulignons par ailleurs que des clients de la Banque Scotia partout dans les Antilles font affaire avec ce même fournisseur pour les services aux commerçants.
- Dans le cadre de l'extension de nos services de gestion de patrimoine, nous nous sommes lancés ce trimestre dans la distri-

bution de fonds communs en Jamaïque, au Costa Rica et à Trinidad. Les fonds seront offerts par des représentants en placements dûment accrédités ayant reçu une formation sur la commercialisation.

- Au Chili, Scotiabank Sud Americano a mené avec succès une campagne visant à accroître l'utilisation des services bancaires par Internet et par téléphone : dans ce pays, plus de la moitié de nos clients ont pris l'habitude d'utiliser les services « ScotiaWeb » ou « ScotiaPhone » et 42 % des clients font régulièrement des opérations par ces canaux.
- Pour poursuivre nos efforts visant à réduire nos coûts et à améliorer notre efficacité, nous avons implanté en Jamaïque un système électronique de stockage et d'extraction de documents. Il en a résulté une chute de 38 % des volumes d'impression à ce jour – et nous nous attendons à ce que le nouveau système nous fasse réaliser encore d'importantes économies en cours d'année, lorsque le déploiement sera complet.

Autres

Les autres secteurs ont enregistré une faible perte de 8 millions de dollars ce trimestre par rapport à un revenu net de 74 millions de dollars à l'exercice précédent, dont une somme de 31 millions de dollars (après impôts) attribuable à un règlement fiscal lié à un exercice antérieur. Par ailleurs, la contribution de la Trésorerie de groupe a été passablement plus importante à l'exercice précédent grâce à des gains sur titres de placement beaucoup plus élevés.

Autres initiatives

Employés et ressources humaines

- La Banque Scotia est récemment devenue la seule institution financière à parrainer l'organisation Women in Leadership Foundation (WILF), qui se consacre à l'avancement des femmes en matière de leadership. Des employés de la Banque ont participé aux journées carrières, salons de l'emploi et conférences commandités par la WILF qui se sont tenus sur les campus universitaires du Canada en février et mars.
- Un nouvel outil de projection accessible sur le Web est mis à la disposition des employés qui participent au régime de retraite de la Banque Scotia. Cet outil leur permet de créer des projections personnalisées de revenu de retraite. Les participants ont reçu également un exemplaire du premier rapport annuel du régime de retraite de la Banque Scotia, qui contient un sommaire de l'administration globale et de la situation financière du régime.

- Un programme révisé d'avantages sociaux à la carte a été lancé le 1^{er} avril. Pour la première fois, les employés ont adhéré exclusivement en ligne au programme.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a publié son Bilan des contributions communautaires 2002 en mars. Le bilan, qui peut être également consulté en ligne à l'adresse www.banquescotia.com, dresse le tableau complet de la manière dont la Banque Scotia assume l'ensemble de ses responsabilités sociales.
- Les employés de la Banque Scotia ont été les premiers à mener une campagne de financement pour le projet de construction d'un centre régional de traitement du cancer au Royal Victoria Hospital, à Barrie, en Ontario. Quelque 120 employés de huit succursales locales ont vendu des briques de papier afin de construire un mur de « fondation ». La vente a permis d'accumuler plus de 105 000 \$.
- Pour la deuxième année de suite, Scotia Capitaux a été l'hôte de la journée Investir dans l'enfance. Au cours de cette journée, un montant de plus de 682 000 \$ provenant de commissions sur des opérations sur actions institutionnelles effectuées par le truchement de Scotia Capitaux a été remis à la Fondation Investir dans l'enfance, un organisme national de charité dont le but est de donner aux jeunes enfants du Canada le meilleur départ possible dans la vie.
- Le 24 février, la Banque Scotia a renouvelé son engagement à l'égard du populaire programme Kiddy Cricket du West Indies Cricket Board pour un autre terme de cinq ans. Le programme aide les enfants de 12 pays antillais à acquérir la confiance en soi et l'autodiscipline, et vise à perpétuer la pratique d'un sport qui fait partie intégrante de la culture antillaise.
- Plus de 70 employés de la Banque Scotia, diplômés de l'Université Dalhousie, étaient présents à Halifax, le 24 mars, lorsque la Banque a procédé à l'ouverture de l'assemblée générale annuelle des actionnaires avec l'annonce d'un don de 500 000 \$ destiné à la construction d'un nouvel édifice pour la Faculté de gestion de l'université. Au cours des 30 dernières années, la Banque Scotia a versé plus de 2,1 millions de dollars à l'Université Dalhousie.

Données par secteur d'activité

Opérations canadiennes

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)⁽¹⁾</i>	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Revenu d'intérêts net	861 \$	869 \$	828 \$	1 730 \$	1 685 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(77)	(76)	(72)	(153)	(142)
Autres revenus	352	371	381	723	772
Frais autres que d'intérêts	(738)	(716)	(737)	(1 454)	(1 483)
Provision pour impôts sur le revenu	(134)	(154)	(146)	(288)	(299)
Revenu net	264 \$	294 \$	254 \$	558 \$	533 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	100 \$	98 \$	92 \$	99 \$	91 \$
Rendement des capitaux propres	31,0 %	32,7 %	30,3 %	31,9 %	31,6 %

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)⁽¹⁾</i>	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Revenu d'intérêts net	336 \$	319 \$	430 \$	655 \$	867 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(171)	(224)	(269)	(395)	(529)
Autres revenus	315	349	304	664	627
Frais autres que d'intérêts	(250)	(229)	(275)	(479)	(538)
Provision pour impôts sur le revenu	(61)	(77)	(70)	(138)	(161)
Revenu net	169 \$	138 \$	120 \$	307 \$	266 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	123 \$	122 \$	124 \$	122 \$	123 \$
Rendement des capitaux propres	11,5 %	8,4 %	9,1 %	9,9 %	9,9 %

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)⁽¹⁾</i>	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Revenu d'intérêts net	501 \$	527 \$	553 \$	1 028 \$	1 147 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(3)	(28)	(14)	(31)	(539)
Autres revenus	217	193	190	410	283
Frais autres que d'intérêts	(440)	(411)	(489)	(851)	(999)
Provision pour impôts sur le revenu	(66)	(61)	(57)	(127)	(40)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(38)	(53)	(33)	(91)	(67)
Revenu net	171 \$	167 \$	150 \$	338 \$	(215) \$ ⁽²⁾
Actif moyen (en milliards de dollars)	53 \$	57 \$	60 \$	55 \$	60 \$
Rendement des capitaux propres	21,9 %	20,0 %	18,9 %	21,0 %	(14,7) % ⁽²⁾

Autres⁽³⁾

	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net ⁽⁴⁾	(162)\$	(172)\$	(166)\$	(334)\$	(320)\$
Provision pour créances irrécouvrables	3	3	5	6	10
Autres revenus	81	121	183	202	245
Frais autres que d'intérêts	(1)	1	(4)	–	3
Provision pour impôts sur le revenu ⁽⁴⁾	103	64	65	167	146
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(32)	(21)	(9)	(53)	(18)
Revenu net	(8)\$	(4)\$	74 \$	(12)\$	66 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	16 \$	17 \$	24 \$	17 \$	24 \$

Total

	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net	1 536 \$	1 543 \$	1 645 \$	3 079 \$	3 379 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(248)	(325)	(350)	(573)	(1 200)
Autres revenus	965	1 034	1 058	1 999	1 927
Frais autres que d'intérêts	(1 429)	(1 355)	(1 505)	(2 784)	(3 017)
Provision pour impôts sur le revenu	(158)	(228)	(208)	(386)	(354)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(70)	(74)	(42)	(144)	(85)
Revenu net	596 \$	595 \$	598 \$	1 191 \$	650 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	292 \$	294 \$	300 \$	293 \$	298 \$
Rendement des capitaux propres	17,2 %	16,6 %	18,3 %	16,9 %	9,4 %

1) La Banque analyse le revenu selon une base de mise en équivalence fiscale (BMEF), ce qui permet de majorer le revenu exempt d'impôts gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts et d'imputer un montant correspondant à la provision pour impôts sur le revenu. Cela permet d'effectuer une évaluation et une comparaison uniformes des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables.

2) Si l'on exclut les charges de 540 \$ (après impôts) afférentes à l'Argentine, le revenu net et le rendement des capitaux sont respectivement de 325 \$ et 19,8 % pour la période de six mois terminée le 30 avril 2002.

3) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

4) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des périodes de trois mois terminées le 30 avril 2003 (67 \$), le 31 janvier 2003 (68 \$), le 30 avril 2002 (67 \$) et pour les périodes de six mois terminées le 30 avril 2003 (135 \$) et le 30 avril 2002 (129 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

Données par secteur géographique

	30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
		31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>(Non vérifié)</i>					
Revenu net (en millions de dollars)					
Canada	386 \$	431 \$	424 \$	817 \$	859 \$
États-Unis	67	48	(24)	115	(77)
Autres pays	159	150	200	309	(94)
Rajustements du siège social	(16)	(34)	(2)	(50)	(38)
	596 \$	595 \$	598 \$	1 191 \$	650 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)					
Canada	175 \$	170 \$	162 \$	172 \$	161 \$
États-Unis	37	40	47	39	46
Autres pays	77	80	85	78	85
Rajustements du siège social	3	4	6	4	6
	292 \$	294 \$	300 \$	293 \$	298 \$

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

		Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 511 \$	2 622 \$	2 505 \$	5 133 \$	5 270 \$
Valeurs mobilières	753	734	739	1 487	1 534
Dépôts à d'autres banques	109	122	139	231	301
	3 373	3 478	3 383	6 851	7 105
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 306	1 411	1 279	2 717	2 805
Débitures subordonnées	42	45	54	87	110
Autres	489	479	405	968	811
	1 837	1 935	1 738	3 772	3 726
Revenu d'intérêts net	1 536	1 543	1 645	3 079	3 379
Provision pour créances irrécouvrables	248	325	350	573	1 200
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 288	1 218	1 295	2 506	2 179
Autres revenus					
Services de dépôt, de paiement et de cartes	184	205	199	389	414
Services de placement, de courtage et de fiducie	144	152	172	296	332
Commissions de crédit	171	174	163	345	329
Services de banque d'investissement	280	326	263	606	553
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	54	11	102	65	90
Revenus de titrisation	20	51	25	71	62
Autres	112	115	134	227	147
	965	1 034	1 058	1 999	1 927
Revenu d'intérêts net et autres revenu	2 253	2 252	2 353	4 505	4 106
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et autres prestations au personnel	825	806	880	1 631	1 754
Frais de locaux et de technologie	282	274	298	556	593
Communications et commercialisation	114	111	126	225	245
Autres frais	177	164	201	341	425
Perte sur la cession des activités d'une filiale	31	-	-	31	-
	1 429	1 355	1 505	2 784	3 017
Revenu avant les éléments ci-dessous	824	897	848	1 721	1 089
Provision pour impôts sur le revenu	158	228	208	386	354
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	70	74	42	144	85
Revenu net	596 \$	595 \$	598 \$	1 191 \$	650 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées et autres	24	27	27	51	54
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	572 \$	568 \$	571 \$	1 140 \$	596 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>) :					
De base	503 494	504 503	504 338	504 007	504 322
Dilué	511 252	512 251	513 342	511 760	513 280
Revenu net par action ordinaire (<i>en dollars</i>) :					
De base	1,14 \$	1,12 \$	1,13 \$	2,26 \$	1,18 \$
Dilué	1,12 \$	1,11 \$	1,11 \$	2,23 \$	1,16 \$

Bilan consolidé

	Au			
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	30 avril 2002
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 312 \$	1 431 \$	1 664 \$	1 393 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	15 554	14 051	16 582	17 352
Métaux précieux	1 877	2 264	2 027	2 106
	18 743	17 746	20 273	20 851
Valeurs mobilières				
Placement	20 023	21 514	21 602	25 484
Négociation	38 509	35 280	34 592	35 741
	58 532	56 794	56 194	61 225
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	57 300	56 902	56 295	54 995
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	24 647	23 788	23 363	21 187
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	72 931	75 321	77 181	80 854
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	30 269	27 359	32 262	30 481
	185 147	183 370	189 101	187 517
Provision pour créances irrécouvrables	3 576	3 639	3 430	4 427
	181 571	179 731	185 671	183 090
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 611	8 312	8 399	8 317
Terrains, bâtiments et matériel	2 054	2 070	2 101	2 158
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	16 193	17 735	15 821	12 553
Écarts d'acquisition	371	292	299	360
Autres actifs incorporels	290	297	305	320
Autres éléments d'actif	6 335	6 611	7 317	8 263
	32 854	35 317	34 242	31 971
	291 700 \$	289 588 \$	296 380 \$	297 137 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	76 783 \$	76 551 \$	75 558 \$	76 146 \$
Entreprises et administrations publiques	87 488	89 946	93 830	93 440
Banques	24 947	26 161	26 230	25 764
	189 218	192 658	195 618	195 350
Autres				
Acceptations	7 611	8 312	8 399	8 317
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	35 777	27 232	31 881	34 324
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	9 141	9 198	8 737	8 615
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	15 871	16 608	15 500	12 547
Autres engagements	14 288	15 104	15 678	16 346
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 318	1 919	1 912	1 865
	85 006	78 373	82 107	82 014
Débiteures subordonnées	3 073	3 852	3 878	4 970
Avoir des actionnaires				
Actions privilégiées	800	1 050	1 275	1 775
Actions ordinaires	3 063	3 023	3 002	2 991
Bénéfices non répartis	10 540	10 632	10 500	10 037
	14 403	14 705	14 777	14 803
	291 700 \$	289 588 \$	296 380 \$	297 137 \$

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour la période de six mois
terminée le

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2003	30 avril 2002
Actions privilégiées		
Banque :		
Solde au début de la période	1 025 \$	1 525 \$
Actions rachetées	(475)	–
Solde à la fin de la période	550	1 525
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total	800	1 775
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 002	2 920
Émissions	78	79
Rachats aux fins d'annulation	(17)	(8)
Solde à la fin de la période	3 063	2 991
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	10 500	9 913
Effet cumulatif de la nouvelle convention comptable pour les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	–	(76)
	10 500	9 837
Revenu net	1 191	650
Dividendes : actions privilégiées	(32)	(54)
actions ordinaires	(403)	(358)
Gains/(pertes) de change non réalisés, montant net	(561)	22
Prime au rachat et à l'achat d'actions	(144)	(56)
Autres	(11)	(4)
Solde à la fin de la période	10 540	10 037
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	14 403 \$	14 803 \$

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de six mois terminée le	
	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	596 \$	598 \$	1 191 \$	650 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	348	289	679	1 223
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	34	(302)	243	(445)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(3 544)	(2 235)	(4 650)	(8 087)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	752	(36)	(78)	419
Autres, montant net	802	320	269	(1 158)
	(1 012)	(1 366)	(2 346)	(7 398)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	1 705	2 675	808	11 870
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	9 277	141	5 570	4 196
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	4	1 103	504	2 188
Rachat/remboursement de débetures subordonnées	(716)	–	(716)	(350)
Capital-actions émis	48	48	78	78
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(325)	(5)	(636)	(63)
Dividendes versés en espèces	(215)	(214)	(435)	(413)
Autres, montant net	(646)	660	(215)	1 037
	9 132	4 408	4 958	18 543
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(2 227)	823	181	(818)
Valeurs détenues aux fins de placement	848	1 901	510	449
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(6 361)	(6 301)	(3 522)	(11 932)
Titrisations de prêts	379	304	1 131	505
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(36)	54	(56)	66
Autres, montant net ⁽¹⁾	(465)	(27)	(465)	(46)
	(7 862)	(3 246)	(2 221)	(11 776)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(51)	(54)	(81)	(75)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	207	(258)	310	(706)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	692	513	589	961
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	899 \$	255 \$	899 \$	255 \$
Composition :				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 312 \$	1 393 \$		
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(413)	(1 138)		
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	899 \$	255 \$		
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	1 747 \$	1 927 \$	3 711 \$	4 129 \$
Impôts sur le revenu	164 \$	278 \$	287 \$	470 \$

(1) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, sont inclus : un placement dans les filiales de 465 \$ (42 \$ au 30 avril 2002), moins un montant nul en espèces et en quasi-espèces à la date d'acquisition (15 \$ au 30 avril 2002). Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, sont inclus : un placement dans les filiales de 465 \$ (61 \$ au 30 avril 2002) moins un montant nul en espèces et en quasi-espèces à la date d'acquisition (15 \$ au 30 avril 2002).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés) :

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires devront être lus de concert avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, tels que ces derniers sont reproduits dans le Rapport annuel 2002. Les conventions comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux conventions comptables qui ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice, sauf en ce qui concerne la note 1.

1. Nouvelles conventions comptables Rémunérations à base d'actions

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable qui requiert l'utilisation d'une méthode axée sur la juste valeur pour certaines dispositions de rémunération à base d'actions. La Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme à compter du 1^{er} novembre 2002 pour l'ensemble de ses régimes à base d'actions. Le passage à cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints à la date de l'adoption.

La Banque offre des régimes d'options d'achat d'actions ainsi que d'autres régimes de rémunération à base d'actions à certains employés et cadres non dirigeants admissibles.

Au cours du trimestre précédent, la Banque a octroyé des droits à la plus-value d'actions aux termes de son régime d'options d'achat d'actions (« composante DPV »). Les employés pourront alors exercer leur option pour recevoir des actions ou exercer la composante DPV et, partant, recevoir la valeur intrinsèque de l'option d'achat d'actions en espèces. Les variations de l'obligation de la Banque en vertu de la composante DPV qui découlent des fluctuations du cours des actions ordinaires de la Banque sont constatées dans le poste Salaires et autres prestations au personnel de l'état consolidé des revenus sur la période d'acquisition des droits, de la même manière que pour la comptabilisation des autres régimes de rémunération à base d'actions de la Banque.

Au cours du trimestre précédent, la Banque a également attribué rétroactivement la composante DPV aux options d'achat d'actions octroyées aux employés pour l'exercice 2002; toutes les autres modalités demeurent inchangées. Ces options d'achat d'actions étaient hors du cours à la date de l'attribution. En conséquence, l'attribution rétroactive de la composante DPV n'a pas affecté la charge de rémunération à base d'actions de la Banque à la date de l'attribution.

Les options d'achat d'actions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 et qui ne sont pas assorties de la composante DPV continuent à être prises en compte par la Banque selon les conventions comptables utilisées pour ses états financiers de fin d'exercice.

À compter du 1^{er} novembre 2002, le coût associé aux options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions des cadres non dirigeants (qui n'est pas assorti de la composante DPV) est passé en charges selon une méthode axée sur la juste valeur. Au cours du trimestre précédent, la Banque a octroyé 38 000 options d'achat d'actions de cadres dirigeants; ces options sont acquises immédiatement. Le coût de 0,5 million de dollars associé à ces options a été calculé en utilisant le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes et constaté dans le poste Autres frais de la rubrique Frais autres que d'intérêts du dernier trimestre.

Vente de prêts productifs

Au premier trimestre, une nouvelle convention comptable a été mise en place pour la vente des prêts productifs, l'une des stratégies de gestion du risque de crédit que la Banque utilise. La Banque constate les gains ou les pertes sur la vente de prêts productifs sous Autres revenus. Les gains ou les pertes sur la vente de prêts douteux sont imputés à la provision pour créances irrécouvrables. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 avril 2003, les pertes sur la vente de prêts productifs se sont élevées respectivement à 1 million et 8 millions de dollars.

2. Changements comptables futurs

Consolidation des entités dans lesquelles sont détenus des droits variables (VIE)

L'ICCA finalise actuellement une nouvelle note d'orientation en comptabilité qui exigera la consolidation des entités dans lesquelles sont détenus des droits variables (VIE) par le principal bénéficiaire. Une VIE est une entité a) dans laquelle l'investissement en capitaux propres à risque est insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier additionnel subordonné d'autres parties et/ou au sein de laquelle certaines caractéristiques essentielles relatives aux intérêts conférant un contrôle financier ne sont pas réunies et b) qui ne répond pas aux critères d'exemption précis. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui soit absorbera la majeure partie des pertes prévues de la VIE, soit en retirera des rendements résiduels ou les deux à la fois.

Cette note d'orientation s'appliquera aux états financiers intermédiaires de la Banque à partir du 1^{er} février 2004. Les conséquences de ces modifications pour la Banque n'ont pas encore été déterminées.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés aux pages 9 et 10.

4. Importantes opérations portant sur ses capitaux propres

Au premier trimestre, la Banque a amorcé, dans le cours normal de ses activités, une nouvelle offre publique de rachat jusqu'à concurrence de 25 millions d'actions ordinaires de la Banque. Cela représente environ 5 pour cent des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2004 ou à une date antérieure, si la Banque mène à bonne fin ses opérations de rachat. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 1,3 million d'actions ordinaires au cours moyen de 50,77 \$. Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2003, 2,8 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au cours moyen de 50,67 \$.

Le 29 janvier 2003, la Banque a racheté 225 millions de dollars d'actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif. Ces actions ont été rachetées au prix unitaire de 26 \$, prix qui comprenait une prime de 1 \$ par action.

Le 13 février 2003, la Banque a réalisé une troisième émission de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 750 millions de dollars qui sont constatés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé.

Le 24 mars 2003, des débentures subordonnées au taux de 8,1 % d'un montant de 116 millions de dollars sont arrivées à échéance.

Le 1^{er} avril 2003, la Banque a racheté la totalité de ses débentures subordonnées au taux de 5,4 % d'un montant de 600 millions de dollars.

Le 28 avril 2003, la Banque a racheté 250 millions de dollars d'actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif. Ces actions ont été rachetées au prix unitaire de 26 \$, prix qui comprenait une prime de 1 \$ par action.

5. Placement dans une filiale

Le 30 avril 2003, la Banque a accru sa participation dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat au Mexique, la portant à 91 %. Le prix d'acquisition de cette participation additionnelle de 36 % s'est établi à 465 millions de dollars, payés au comptant. La répartition du prix d'acquisition à la juste valeur des éléments identifiables de l'actif et du passif n'a pas encore été effectuée.

6. Garanties

En février 2003, l'ICCA a publié une note d'orientation concernant la comptabilité sur les informations à fournir sur les garanties. Cette note élargit la définition des garanties et exige des informations beaucoup plus importantes sur celles-ci. La Banque était tenue d'appliquer la note d'orientation au cours du trimestre à l'étude. Puisque cette note n'exige que la présentation d'informations, son adoption n'a pas eu d'incidence sur l'état consolidé des résultats ni sur le bilan consolidé. La Banque continue d'évaluer ses produits et ses ententes contractuelles.

Une garantie s'entend d'un contrat qui peut obliger éventuellement le garant à faire des paiements à un tiers en raison i) de changements dans un taux d'intérêt, un taux de change ou une autre variable sous-jacents, y compris la survenance (ou non) d'un événement lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres détenu par le bénéficiaire de la garantie ou ii) d'une indemnisation fournie au tiers regroupant les caractéristiques susmentionnées ou iii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie, ou iv) de l'inexécution relativement à sa dette de la part d'une autre partie. Les diverses garanties et engagements d'indemnisation que la Banque fournit à ses clients et à d'autres tiers sont présentées ci-dessous.

Au 30 avril 2003 (en millions de dollars)	Montant maximal potentiel des paiements futurs ⁽¹⁾	Valeur comptable
Lettres de crédit de soutien et garanties		
d'exécution	14 408	–
Instruments dérivés	1 130	134
Concours de trésorerie	16 483	–
Titrisations	2 706	–
Engagements d'indemnisation	442	13
Autres garanties	6	2

(1) Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les garanties qui peuvent être quantifiées et il exclut d'autres garanties qui ne peuvent être quantifiées.

Lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution

Les lettres de crédit de soutien et les garanties d'exécution représentent l'obligation irrévocable de rembourser un tiers lorsqu'un client ne respecte pas ses obligations financières ou ses obligations de rendement contractuelles. En général, la durée de ces garanties est inférieure à quatre ans. Les types de sûretés détenues par la Banque à l'égard de ces garanties et leur montant sont généralement les mêmes que pour les prêts.

Instruments dérivés

La Banque conclut des contrats de produits dérivés de crédit avec position vendeur aux termes desquels une contrepartie se voit compenser pour des pertes relativement à un actif particulier, habituellement un prêt ou une obligation, si un défaut de paiement ou un autre événement déclencheur se produit. La Banque conclut également des contrats d'options avec position vendeur

aux termes desquels une contrepartie se voit octroyer le droit, mais pas l'obligation, d'acheter ou de vendre une quantité précise d'un instrument financier à un prix déterminé à l'avance au plus tard à une date fixe. Ces contrats d'options avec position vendeur sont normalement déterminés en fonction de taux d'intérêt, de taux de change ou de cours de titres de participation. La contrepartie de la Banque dans le cadre de contrats de produits dérivés de crédit et de contrats d'options avec position vendeur, qui répondent aux caractéristiques des garanties décrites ci-dessus, est typiquement une entreprise ou une entité gouvernementale. Le montant maximal potentiel des paiements futurs présenté dans le tableau ci-dessus a trait à des contrats de produits dérivés de crédit avec position vendeur, d'options de vente et de taux planchers. Toutefois, ce montant exclut certains contrats de produits dérivés, tels les contrats d'options d'achat et de taux plafonds, étant donné que la nature de ces contrats ne permet pas que l'on puisse les quantifier.

Concours de trésorerie

La Banque offre des concours de trésorerie de sûreté aux canalisateurs de papier commercial garanti par des actifs qui sont gérés par la Banque ou par des tiers. Ces concours constituent une source de financement de rechange advenant qu'une désorganisation des marchés empêche le canalisateur d'émettre du papier commercial ou, dans certains cas, lorsque certaines conditions ou mesures de rendement particulières ne sont pas satisfaites. En général, ces facilités ont une durée d'au plus un an. Aucun montant n'a été comptabilisé au bilan consolidé relativement à ces facilités.

Améliorations des termes de crédit

La Banque offre une amélioration partielle des termes de crédit sous forme de lettres de crédit de soutien à des canalisateurs de papier commercial qui sont gérés par la Banque et par des tiers. Au 30 avril 2003, ces améliorations des termes de crédit, comprises dans la rubrique lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution du tableau ci-dessus, s'élevaient à 804 millions de dollars. L'amélioration des termes de crédit vise à assurer que les billets émis par les canalisateurs se voient attribuer une cote de crédit élevée. En général, ces facilités ont une durée maximale de un an. Aucun montant n'a été comptabilisé au bilan consolidé relativement à ces facilités.

Titrisations

Les ententes de titrisation renouvelables de la Banque peuvent exiger des paiements à des fiduciaires dans certaines circonstances particulières. Ces garanties demeurent en vigueur pendant la période qu'il reste à courir jusqu'à l'échéance des billets titrisés des fiduciaires, soit deux ans en moyenne. Ces paiements sont conditionnels au défaut du maintien d'un portefeuille minimum en raison de l'occurrence de certains événements particuliers prédéterminés.

Engagements d'indemnisation

i) Cession d'entreprises

De temps à autre, la Banque vend la totalité ou une partie des actifs de certaines divisions. Comme il est de règle dans les conventions d'achat ou de vente, à titre de vendeur, la Banque peut indemniser l'acheteur à l'égard de certains aspects de son exploitation passée de l'entreprise, de réclamations de la part de tiers, ou d'éléments de passif non déclarés, y compris les impôts à payer. De plus, la Banque peut accepter, afin de mener une opération à terme, de conclure des ententes selon lesquelles la responsabilité légale envers un tiers relativement à l'exécution de la part de l'acheteur continue de lui incomber pour une période donnée. La Banque obtient des indemnités appropriées de l'acheteur. Souvent, la convention ne limite qu'en partie la durée et le montant des engagements d'indemnisation de la Banque. Par conséquent, ceci ne permet pas à la Banque d'évaluer le montant maximal potentiel que la Banque pourrait être tenue de verser. Au 30 avril 2003, une somme de 13 millions de dollars était comprise dans les autres engagements au bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

ii) Réseaux de transferts de valeur

La Banque est membre de nombreux réseaux de transferts de valeur (systèmes de paiement, de compensation et de règlement, et des bourses), y compris, au Canada, du Système automatique de compensation et de règlement et du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), tous deux gérés par l'Association canadienne des paiements; elle est également membre de plusieurs autres réseaux à l'échelle internationale. Plusieurs de ces réseaux exigent de leurs membres, à titre de condition d'adhésion, qu'ils soient prêts à offrir une sûreté relativement à l'effet net sur le réseau de l'inexécution des obligations d'un autre membre; dans certains cas, les réseaux peuvent également exiger que la Banque couvre le défaut de paiement de ses propres clients. Les clauses d'indemnisation consistent souvent en clauses contractuelles habituelles ou en règlements qui ont été conclus dans le cours normal des activités. Dans le cas du STPGV, il existe un montant maximal potentiel, montant qui a été reflété dans le tableau ci-dessus. Toutefois, dans plusieurs cas, il n'existe pas de montant stipulé ni de limite relativement au montant de l'indemnisation. Des éventualités déclenchant une obligation d'indemnisation ne se sont pas produites. En raison de la nature de ces engagements d'indemnisation, mis à part ceux à l'égard du STPGV, la Banque ne peut estimer le montant maximal potentiel qu'elle serait tenue de verser aux contreparties, ni le montant de garanties et d'actifs disponibles aux termes de dispositions de recours qui diminueraient ces paiements. Aucun montant n'est comptabilisé dans le bilan consolidé relativement à ces engagements d'indemnisation.

iii) Autres engagements d'indemnisation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut nombre de contrats qui renferment des dispositions d'indemnisation, tels des contrats d'achat, des ententes de service, des ententes de licence de marques, la vente d'actifs, des ententes d'impartition, des ententes de location et des opérations structurées. Aux termes de tels contrats, la Banque pourrait indemniser les contreparties aux contrats si certains événements se produisaient, tels des changements aux lois et à la réglementation (y compris aux lois fiscales), des changements à la situation financière, un passif non déclaré, une perte causée par les activités de tiers, ou en raison de litiges présentés par des tiers. Les dispositions d'indemnisation varient selon le contrat. Dans plusieurs cas, aucun montant ou limite déterminé à l'avance ne figure dans les

dispositions d'indemnisation et les événements éventuels qui déclencheraient un paiement aux termes de ces dispositions sont difficiles à prévoir. Par conséquent, le montant maximal potentiel des paiements futurs que la Banque pourrait être amenée à payer ne peut pas être évalué. Dans le passé, les paiements effectués aux termes de ces engagements d'indemnisation ont été négligeables. Aucun montant n'est reflété dans le bilan consolidé relativement à ces engagements d'indemnisation.

Information sur les actions

(en milliers d'actions)

30 avril 2003

Actions privilégiées en circulation :	
Série 11	9 993
Série 12	12 000
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	
	250
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	
	500 ⁽¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	
	750 ⁽¹⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	
	750 ⁽¹⁾
Actions ordinaires en circulation	
	503 968
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	
	26 700 ⁽²⁾

(1) Figurant au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » dans le Bilan consolidé.

(2) Comprenant 6 550 options d'achat d'actions avec composante DPV.

On trouvera plus de détails aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2002 figurant dans le Rapport annuel 2002, et à la note 4 figurant à la page 16 du présent rapport.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
7 janvier	29 janvier
1 ^{er} avril	28 avril
2 juillet	29 juillet
7 octobre	29 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 27 mai 2003 à compter de 14 h HAE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant

le 1 800 814-4859, 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur transparents, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur Relations avec les investisseurs dans le site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 27 mai au 10 juin 2003, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 250127 suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements divers

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : (416) 981-9633; 1 800 564-6253
Télécopieur : (416) 263-9394; 1 888 453-0330
Courriel : caregistryinfo@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 621-3777

Coagent de transfert (Royaume-Uni)
Computershare Investor Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bedminster Down
Bristol BS99 7NH
United Kingdom
Téléphone : +44 870 702 0003
Télécopieur : +44 870 703 6101

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le :

Secrétariat général
Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Les analystes financiers, les portefeuillistes et autres investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque, sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements seront adressées au Service des relations publiques à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

